

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 21/11/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2022

Contexte et constats

Publié  **GÉORISQUES**

sur

UVEA

Chemin Saint Mathurin
28150 OUARVILLE

Références : **IC220687**
Code AIOT : 0010000473

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement UVEA implanté Chemin Saint Mathurin 28150 OUARVILLE. L'inspection a été annoncée le 30/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UVEA
- Chemin Saint Mathurin 28150 OUARVILLE
- Code AIOT : 0010000473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

UVEA est une installation d'incinération de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale sur l'autosurveillance en continu des rejets dans l'air
- Action nationale sur l'admission des déchets

Les suites de la visite du 20/09/2021 n'ont pas été traitées lors de la visite d'inspection du 13/10/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet , conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet , conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Admission des déchets	Décret du 30/03/2021, article 1.2°II	/	Sans objet
3	Admission des déchets	Décret du 30/03/2021, article 1.2° III	/	Sans objet
7	Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO2, NOx, NH3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
11	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
12	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Admission des déchets	Décret du 30/03/2021, article 1.2°II	/	Sans objet
4	Admission des déchets	Décret du 30/03/2021, article 1.2° IV	/	Sans objet
5	Admission des déchets	Décret du 30/03/2021, article 1.2° IV	/	Sans objet
6	Admission des déchets	Décret du 30/03/2021, article 1.2° IV	/	Sans objet
8	Mesures en continu CO, O2, H2O	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
9	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
10	Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
13	Indisponibilité de la mesure en continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1 b)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1.2°II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a déclaré avoir installé un dispositif de contrôle par vidéo sur site à partir du 15/06/2022. Pour mémoire, une tolérance était accordée jusqu'au 1er septembre 2022 pour la mise en place du dispositif. Le dispositif comporte 6 caméras qui filment les quais de déchargement et une caméra dite lecture de plaque située à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1.2°II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : L'exploitant n'est pas en capacité d'identifier rapidement la plaque d'immatriculation du camion effectuant un déchargement sur la vidéo qui filme les quais de déchargement. L'exploitant doit procéder au réglage des caméras afin d'obtenir un rendu plus net permettant la lecture des plaques d'immatriculation sur la vidéo des quais de déchargement.
Observations : Le dispositif filme le contenu déchargé et les plaques des camions sont photographiées et enregistrées à l'entrée des camions sur site. L'inspection constate que l'exploitant peut identifier la liste des plaques d'immatriculations des camions présents sur le quai de déchargement, cependant l'exploitant ne peut pas identifier rapidement sur le film vidéo des quais de déchargement la plaque de chaque camion lors de son opération de déchargement. Pour cela, il est nécessaire de faire la correspondance entre les photos des plaques prises à l'entrée du site et des camions déchargeant leur contenu pour identifier par exemple un déchargement non autorisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1.2° III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo de déchargement fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima : le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo, la finalité du traitement installé, la durée de conservation des images, le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation, le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.</p> <p>Constats : La signalétique indiquant la présence du dispositif de contrôle par vidéo de déchargement installée sur le site le jour de la visite ne comporte pas l'ensemble des éléments prévus à l'article 1.2° III du décret du 30/03/2021, notamment : -la finalité du traitement installé, -la durée de conservation des images, -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) -la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant</p> <p>Transmettre un justificatif de la mise en place du nouvel affichage installé sur site.</p> <p>Observations : L'inspection a constaté la présence d'une signalétique à l'entrée du site : - le panneau est affiché en permanence, lisible et compréhensible - le panneau comporte le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo, le nom et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation. - l'affichage des articles du code de la sécurité intérieure suivants : articles L223-1 à L223-9, L251-1 à L255-1, R251-1 à 253-4, L613-13. - le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL par l'affichage de l'article L253-5 de Code de Sécurité Intérieure.</p> <p>L'inspection note que plusieurs articles du Code de la Sécurité Intérieure cités ont été abrogés en 2018 : - R251-1 à R251-6 ; - L251-5 à L251-6 ;</p> <p>Les éléments suivants sont manquants : -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images.</p> <p>Les éléments suivants sont à expliciter : -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ; -la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.</p> <p>L'exploitant a déclaré que la signalétique est également affichée dans les locaux filmés. L'inspection n'a pas été contrôlé physiquement la présence de cet affichage dans les locaux filmés.</p> <p>L'exploitant a transmis a posteriori par mail le panneau d'affichage qu'il envisage d'installer sur site : toutes les informations sont présentes sauf le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1.2° IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.
Constats : Pas d'écart constaté le jour de la visite.
Observations : Le jour de la visite, le journal a été présenté. Il comporte une indisponibilité d'une durée de 2 min datée du 22/09/2022, nécessaire au réglage des caméras d'après l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1.2° IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.
Constats : Pas d'écart constaté le jour de la visite.
Observations : La mise en place des caméras a été effectuée il y a moins d'un an. Toutefois, le jour de la visite la durée d'indisponibilité était faible et bien inférieure à 10 jours calendaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1.2° IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et le cas échéant, l'emplacement de la caméra.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le jour de la visite, il a été présenté l'extrait vidéo de la matinée du 13/10/2022 jusque 11h00 environ. L'extrait de la séquence vidéo indiquait : <ul style="list-style-type: none">- la date ;- l'heure d'enregistrement ;- le numéro de la caméra parmi les 6 caméras installées sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO₂, NO_x, NH₃

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO ₂ , NO _x , NH ₃
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes : - poussières totales ; - substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ; - chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ; - oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs Azotés.</p> <p>La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.</p> <p>La mesure en continu du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène et du dioxyde de soufre n'est pas nécessaire lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation autorise seulement l'incinération de déchets qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées pour ces substances.</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté le jour de la visite. Transmettre les analyses en continu et semi-continu des mois de septembre et octobre 2022. Transmettre le guide de SUEZ justifiant que l'analyse en COT peut être substituée par l'analyse en CH₄.</p>
<p>Observations : L'exploitant a présenté schéma de son installation. Celle-ci comporte 2 lignes et 2 conduits de rejets atmosphériques. Chaque conduit est équipé - d'un AMS titulaire (modèle MIRFT) pour la mesure des polluants . - d'un AMS pour la mesure des dioxines/furannes (modèle AMESA). - d'un AMS pour la mesure des poussières (modèle PCME QAL182). Un AMS redondant est commun aux 2 lignes (modèle MIRFT). Le certificat QAL1 de l'AMS MIRFT indique qu'il s'agit d'un multi-analyseur qui mesure l'ensemble des paramètres listés à l'article 20.2 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2012, qui comprennent notamment les paramètres listés dans la prescription ci-dessus.</p> <p>Concernant la mesure en NO_x, le certificat QAL1 indique que les paramètres NO₂ et NO sont mesurés par l'analyseur.</p> <p>Concernant la mesure en COT, l'exploitant a déclaré que la mesure de ce paramètre n'est pas certifiée QAL1. Il explique qu'il est nécessaire d'utiliser un FID pour réaliser une mesure en COT qui soit QAL1. L'exploitant déclare que la mesure en COT est effectuée par une approximation via la mesure en CH₄ qui est un paramètre QAL1. Il explique que le COT est constitué principalement de méthane, à hauteur environ de 80% à 90% des composés CH₄ (en majeure partie) et C₃H₈. Il précise qu'une étude réalisée par SUEZ en 2005 montre que les mesures par FID et MIR 9000/MIRFT apportent des résultats proches.</p> <p>L'exploitant précise que le COT fait l'objet des procédures QAL2.</p> <p>La conformité des rejets en dioxines/furannes n'a pas été abordé lors de la visite de 2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesures en continu CO, O2, H2O

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures en continu CO, O2, H2O
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion : - le monoxyde de carbone ; - l'oxygène et la vapeur d'eau. La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le certificat QAL1 de l'AMS MIRFT indique que les paramètres CO, O2 et H2O sont mesurés par l'analyseur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : Pas d'écart constaté le jour de la visite.
Observations : Multi-analyseur MIR-FT: L'exploitant a transmis le certificat QAL1 du multi-analyseur MIRFT. Le certificat comporte une date de publication au 28/04/2019. L'exploitant a indiqué que l'analyseur a été installé novembre 2021. Le certificat de l'appareil était donc valide au moment de l'installation. Le certificat QAL1 est reconnu par le ministère de l'environnement du Royaume-Uni attribuant la certification MCERTS. Le certificat QAL1 indique une plage de température pour le fonctionnement normal de l'analyseur comprise entre 5°C et 40°C. Le certificat QAL1 indique que les échantillons prélevés doivent être transférés dans une ligne chauffée. Analyseur de poussière PCME: L'exploitant a transmis le certificat QAL1 du PCME QAL182. Le certificat est daté du 23/04/2020 et l'exploitant indiqué que l'analyseur de poussière a été installé en novembre 2021. Le certificat était donc valide au moment de l'installation de l'équipement. Le certificat QAL1 est reconnu par le ministère de l'environnement de l'Allemagne attribuant la certification TÜV. Le certificat QAL1 indique une plage de température pour le fonctionnement normal de l'analyseur comprise entre -20°C et 50°C. Le certificat QAL1 indique que les échantillons prélevés doivent être transférés dans une ligne chauffée. Sur site l'inspection a constaté que les appareils en place sont bien les modèles MIRFT et PCME. Les analyseurs MIRFT sont placés dans une pièce qui était à température ambiante le jour de la visite. L'inspection n'a pas vérifié auprès de l'exploitant que le contrôle de la température de la pièce est contrôlé tout au long de l'année. L'exploitant a déclaré que la ligne de transfert du prélèvement à partir de l'appareil du MIR-FT est chauffée. Le conditionnement du prélèvement du gaz pour l'analyse des poussière n'a pas été abordé lors de la visite. L'inspection n'apporte pas de remarque sur le système de prélèvement et de conditionnement des gaz par rapport à la description qui en faite dans la procédure QAL1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté les rapports des procédures AST réalisées les 05 et 06/05/2020, ainsi que les 18 et 19/06/2021. La fréquence annuelle de la réalisation de la procédure AST est respectée. Les procédures AST n'ont pas été analysées par l'inspection. L'exploitant a indiqué que les analyseurs ont été remplacés en novembre 2021, que la procédure QAL2 est en cours de modification, que la procédure QAL3 est prévue pour 2023 et que la nouvelle procédure AST sera réalisée ensuite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.</p> <p>Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p> <p>Constats : L'étalonnage n'est pas concluant pour une partie des paramètres mesurés .</p> <p>Transmettre la procédure QAL2 de l'année 2022 modifiée dès sa réception. Le cas échéant, l'exploitant doit analyser les causes et l'impact des coefficients des droites d'étalonnage qui sont significativement différents de 1 (coefficient b) et 0 (coefficient a) pour une droite d'équation du type $y=bx+a$.</p> <p>Les bouteilles de gaz étalon ont des dates de péremption dépassées (monoxyde de carbone et dioxyde d'azote).</p> <p>Observations : L'exploitant a présenté des procédures QAL2 réalisées du 21/10/2019 au 25/10/2019 et du 29/03/2022 au 01/04/2022. La fréquence triennale de réalisation de la procédure QAL2 est respectée.</p> <p>Analyse du rapport de la procédure QAL2 réalisée en 2022: référence : N°R22-125/A organisme : CME environnement date du rapport : 12/05/2022 contenu du rapport : Le QAL2 concerne l'ensemble des polluants qui doivent faire l'objet d'une surveillance listés à l'article 7 de l'APC du 08/03/2012 (y compris O₂, vapeur d'eau), excepté pour le paramètre COT, HF pour les 2 conduits. Le QAL2 n'indique pas clairement que les sondes utilisées font l'objet d'un étalonnage : par exemple pour la sonde PT100 utilisée pour mesurer la température. Le QAL2 présente des droites d'étalonnage pour tous les paramètres mesurés en continu, pour chaque ligne dans le cas de l'AMS titulaire, et pour ligne dans le cas de l'AMS redondant. Tous les coefficients de détermination des droites R^2 sont proches de 1. Les coefficients des droites d'étalonnage (format $y=bx+a$) ne sont pas toujours proche de 1 (coefficient b) et 0 (coefficient a), notamment pour les droites des polluants NO_x (ligne 2, AMS titulaire et redondant), HCL (ligne 1, AMS titulaire) et NH₃ (ligne 1, AMS titulaire). L'exploitant doit analyser les causes et l'impact des coefficients qui sont significativement différents. Un test opérationnel a bien été effectué pour chaque ligne pour chaque appareil utilisé par ligne (MIR FT et QAL182). Le QAL2 indique que 29 couples de point ont été exclus sur l'ensemble des couples des mesures des 2 lignes, en raison de valeur aberrantes. Il a été retenu au moins 15 couples de mesure pour établir les droites d'étalonnage de l'AMS, sauf pour les paramètres CO et COVT où l'exploitant a retenu le cas C (5 couples de mesure au moins sont retenu à chaque droite).</p> <p>L'exploitant a présenté un courrier de la société ENVEA qui accompagne UVEA dans le suivi de la surveillance en continu. Le courrier explique que les coefficients de droite anormaux ont été mis en évidence dans le QAL2, pour les polluants NH₃ et HCL, que la cause a été identifiée (défaut lié aux sondes de prélèvements) qu'un nouveau QAL2 devait être planifié le 14/07/2022. Lors de la visite de octobre 2022, l'exploitant a déclaré que la procédure QAL2 doit donc être revue.</p>

<p>L'exploitant a déclaré que les nouvelles droites d'étalonnage n'ont pas encore été intégrées dans le système d'exploitation. L'inspection n'a donc pas regardé la baie d'analyse lors de la visite d'octobre 2022.</p> <p>La procédure QAL2 réalisée en 2019 n'a pas été analysée par l'inspection.</p> <p>Sur site, 2 bouteilles de gaz étalon (CO et NO2) installées et raccordées au niveau des analyseurs en continu, avaient des dates de péremption dépassées. L'exploitant a montré avoir d'autres bouteilles en stock aux dates valides. L'exploitant a indiqué que le prestataire réalisera le changement des bouteilles lors de la prochaine intervention.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas présenté la traçabilité d'un étalonnage selon les normes en vigueur. Transmettre la procédure QAL3 à sa finalisation.</p>
<p>Observations : L'exploitant a indiqué que la procédure QAL3 sera réalisée en 2023, lorsque la procédure QAL2 sera finalisée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Indisponibilité de la mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1 b)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Indisponibilité analyseurs – Compteurs des 10h consécutives et 60h/an
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations : L'exploitant a présenté un tableau de synthèse des mesures des indisponibilités en 2021. Le temps cumulé des indisponibilités est d'environ 10 heures sur l'année 2021 (dont une indisponibilité de 9h30 pour une intervention due à un problème sur la ligne NH3).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet